



Revue de presse



Mardi 19 Avril 2022

El Watan LE QUOTIDIEN INDEPENDANT

ILS ONT OBSERVÉ HIER UNE GRÈVE POUR CONTESTER DES DISPOSITIONS DE LA LF-2022 : Les avocats bloquent les tribunaux

Les audiences criminelles et des mineurs ont été désertées hier par les avocats en réponse à l'appel de l'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA), en signe de protestation contre le nouveau régime fiscal imposé à leur profession, par la loi de finances 2022. Toutes les affaires ont été renvoyées alors que le bâtonnier national, Me Brahim Tairi, président de l'UNOA, a exprimé son «optimisme» quant à un «dénouement rapide».

Pour leur première journée de contestation contre le régime fiscal qui leur est imposé, hier les avocats ont répondu majoritairement à l'appel au boycott des audiences criminelles et des mineurs, où il est fait obligation de la présence de la défense, lancé il y a quelques jours par l'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA). Du coup, toutes les affaires ont été renvoyées à une date ultérieure. Les membres des conseils de l'Ordre au niveau national ont été sommés par l'Union de faire respecter le mot d'ordre et de prendre des mesures disciplinaires contre les avocats réfractaires.

Pour cette première journée, «aucun incident n'a été enregistré», a souligné Me Brahim Tairi, président de l'Union, tout en espérant «une fin rapide» de cette contestation. **En effet, selon le bâtonnier national, le dialogue a été «renoué» avec les autorités, puisque, a-t-il ajouté, «nous avons été invités à une rencontre avec le ministre des Finances, dimanche dernier, et les débats, au cours de la réunion de travail, étaient très instructifs. Le ministre a été très réceptif. Il a pris connaissance de nos préoccupations et de nos propositions.**

Il y a une convergence des idées. Nous devons avoir une autre rencontre dans les prochains jours afin de sortir avec une décision finale». En dépit de cet «optimisme», Me Tairi a préféré se montrer prudent : «Nous sommes toujours au stade de la discussion. Notre mouvement de contestation se poursuit tant que des mesures concrètes ne sont pas prises. Le boycott se poursuivra parallèlement aux travaux de nos réunions avec le ministre des Finances. Une fois, les décisions prises, nous reviendrons à l'assemblée générale de l'Union pour appeler à la fin du boycott. Dans le cas contraire, nous passerons à d'autres actions de protestation.»

«PAIEMENT DE L'IMPÔT À LA SOURCE»

Il est important de rappeler que l'UNOA, réunie en assemblée générale extraordinaire, a appelé les avocats au boycott des audiences criminelles et des mineurs au niveau national contre le nouveau régime fiscal imposé à leur profession et à refuser de s'y conformer.

C'est la deuxième fois que l'Union mobilise les avocats, à travers une grève, pour faire annuler le nouveau régime fiscal. Après une grève générale de 12 jours, l'Union a obtenu des promesses de prendre en compte ses propositions, notamment au «paiement de l'impôt à la source à travers un timbre destiné au Trésor public, pour chaque dossier traité par l'avocat, évitant ainsi les problèmes de recouvrement et permettant au Trésor public de récupérer en temps réel son dû», a expliqué Me Tairi.

Il est important de rappeler que la profession d'avocat était soumise à une taxe forfaitaire fixée à 12% du chiffre d'affaires, remplacée par un barème fiscal qui prévoit une taxation allant de 23% du chiffre d'affaires de plus de 24 000 DA jusqu'à 35% du chiffre d'affaires, lorsque ce dernier dépasse 3 840 000 DA. Ce qui a suscité la contestation de l'Union, et ce, après avoir entrepris des démarches vaines auprès de l'administration fiscale et des députés, avant que la loi de finances 2022 ne soit débattue. Celle-ci a finalement été votée et promulguée en début du mois de janvier dernier.



FERMETURE DE SITES DE PRODUCTION EN LIBYE : Le marché pétrolier en proie à l'instabilité

Les prix du Brent se maintenaient hier au-dessus de 112 dollars le baril, dans un contexte de craintes liées à la perspective de baisse des approvisionnements russes, de fermeture de champs de production en Libye et des inquiétudes suscitées par le ralentissement de la demande en Chine.

Le pétrole, qui a atteint en mars son plus haut niveau depuis 2008 – le Brent dépassant brièvement les 134 dollars, suite à l'invasion de l'Ukraine –, s'est installé depuis bien au-dessus des 100 dollars, tout en restant très volatil, régissant tour à tour à de nombreux facteurs depuis des semaines.

Aux problèmes d'approvisionnement en raison des sanctions imposées à la Russie, est venue s'ajouter hier la pression du côté de l'offre, la National Oil Corp libyenne a déclaré un cas de

force majeure au port pétrolier de Zoueitina et averti qu'une vague de fermetures avait commencé à frapper ses installations.

La Libye avait déjà interrompu dimanche la production de son champ pétrolifère d'El Fil. La production russe a diminué de 7,5% au cours de la première quinzaine d'avril par rapport à mars, selon des rapports de courtiers, alors que les gouvernements de l'UE tentent de se mettre d'accord pour élaborer des propositions visant à interdire le brut russe.

Une démarche qui se heurte aux points de vue opposés des uns et des autres, certains pays étant trop dépendants de l'énergie russe pour s'en défaire aussi rapidement que le préconisent d'autres membres de l'UE sous l'impulsion américaine. Le marché pétrolier est attentif par ailleurs, selon Reuters, au ralentissement de l'économie chinoise en mars alors que la consommation, l'immobilier et les exportations ont été touchés, ce qui a terni les chiffres de croissance du premier trimestre et aggravé des perspectives déjà affaiblies par les restrictions liées à la Covid-19 et la guerre en Ukraine. Dimanche le président russe, Vladimir Poutine, et le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salmane, ont donné, pour leur part, une «évaluation positive» de leurs efforts pour stabiliser le marché pétrolier, suggérant qu'aucun changement dans la politique de production de l'OPEP+ n'est probable. Le brut Brent, la référence mondiale, s'établissait hier en fin de matinée à plus de 112 dollars, après avoir ouvert à plus de 113 dollars. Le West Texas Intermediate américain se négociait à plus de 107 dollars.



COMMENTAIRE : Critiques et introspection

La Banque mondiale affirme que les pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) ne fournissent pas d'«informations de qualité et opportunes» sur leurs situations économiques et considère même que cela favorise in fine la publication des rapports qui ne reflètent pas forcément la réalité. Cette question, d'importance, a focalisé, peut-être pour la première fois, étrangement l'attention de cette institution de Bretton Woods pour expliquer un certain nombre d'inexactitudes contenues, de son propre aveu, dans les multiples rapports fournis sur les performances des économies de la région. «Les auteurs ont constaté que les prévisions de croissance dans la région MENA au cours de la dernière décennie étaient souvent inexactes et trop optimistes par rapport à celles des autres régions.

Des prévisions trop optimistes peuvent entraîner des contractions économiques à terme. Un facteur clé de l'incertitude des prévisions est la disponibilité et l'accessibilité d'informations de qualité et opportunes, un domaine où la région MENA est en retard par rapport au reste du monde en développement», peut-on lire dans son document sur les prévisions de croissance dans la région en période d'incertitude.

Que dit donc en substance la BM ? Que des pays de cette région ne font pas montre de transparence en matière de données. Une critique, bien sûr, qui s'adresse aux gouvernements de ces pays.

Pourquoi la BM a-t-elle cru utile et nécessaire de soulever cette question aujourd'hui, alors qu'elle affirme à ce propos que les prévisions de croissance «au cours de la dernière décennie étaient souvent inexactes» ? Il va sans dire qu'en période d'incertitude liée à la pandémie de Covid-19 et à la guerre en Ukraine, l'intérêt à la question peut sembler encore plus accru et légitime, vu les risques que cela fait peser en cette période particulière de crise sur la reprise économique. Tout un chapitre a d'ailleurs été consacré au fait d'«établir des prévisions de croissance, lorsque les données sont opaques». Mais serait-ce là le seul motif ? La Banque mondiale fait-elle son introspection en quelque sorte ? Ce qui est certain, avance-t-elle, c'est qu'«en conclusion, la région pâtit de prévisions imprécises, et ces prévisions peuvent avoir des conséquences sur l'établissement d'une trajectoire vers un avenir meilleur». En tout cas, dans tout ce magma d'explications s'étalant sur une bonne partie du rapport, on retiendra d'abord et avant tout le manque de transparence au niveau des pays de la région, outre le choc des prix et le nombre de conflits en cours.

«La région MENA a enregistré les erreurs de prévision les plus importantes de toutes les régions du monde entre 2010 et 2020», a-t-elle souligné. Et d'ajouter : «Huit pays à peine communiquent des données trimestrielles sur le chômage, et aucun ne dispose de données mensuelles.» En Algérie, par exemple, les données les plus récentes sur le chômage datent de mai 2019, selon un tableau, en page 33, sur les disponibilités des données macroéconomiques pour la région MENA (janvier 2022). Enfin, le dernier rapport de la BM sur l'Algérie, fin 2021, a donné lieu, faut-il le rappeler, à une vive polémique.



[Crédits en Algérie : les banques réduisent de moitié leur délai de réponse](#)

Conformément aux instructions du ministère des Finances d'Algérie (MF) à l'intention de l'ensemble des banques publiques et privées, le délai d'octroi et de suivi des dossiers de crédits spéciaux pour le financement de projet des banques a été écourté. Les lignes qui suivent vous exposent tous les détails sur ce sujet.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Pétrole: l'Algérie domine le classement arabe des découvertes durant le 1er trimestre 2022](#)

L'Algérie a dominé le classement des indices de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) relatif à l'investissement dans les opérations de découverte de pétrole au niveau arabe et les pays membres durant le premier trimestre de 2022.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Exploration pétrolière : Sonatrach en tête du classement dans la région arabe et en Afrique](#)

Le groupe Sonatrach est classé en tête du classement dans la région arabe en matière d'exploration pétrolière, en réalisant trois nouvelles explorations lors du premier trimestre de 2022, et occupe la première place dans le classement annuel des "500 meilleures entreprises africaines", indique un communiqué du groupe.



[Le baril de Brent s'installe au-dessus des 110 dollars : L'Algérie reconstituera-t-elle son bas de laine?](#)

Les cours de l'or noir, qui ont flambé depuis le début du conflit armé russo-ukrainien, représentent une aubaine pour améliorer la situation financière du pays.

Les réserves de change qui se situaient à près de 194 milliards de dollars fin décembre 1993 ont lourdement chuté pour se stabiliser autour des 44 milliards de dollars actuellement. Reconstituer ce fabuleux bas de laine même avec un baril qui évolue largement au-dessus des 100 dollars est illusoire, mais le renflouer partiellement ne semble pas impossible d'autant plus que le pays a relativement nettement amélioré ses revenus générés par ses exportations hors hydrocarbures.



Levée du gage de matériel roulant des microentreprises : L'Anade et l'Abef se penchent sur le problème

La levée du gage sur le matériel roulant ne peut être une solution opérationnelle que si ledit matériel existe toujours.

«Examiner la possibilité de lever le gage du matériel roulant, afin de permettre aux propriétaires de microentreprises de le vendre et de payer la valeur du crédit, conformément aux procédures en vigueur à l'agence et obtenir ainsi une main levée», a été l'objet de la rencontre entre le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Microentreprises, Nassim Diafat, qui a reçu dimanche, le délégué général de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef), Rachid Belaïdi et le président de la même association, Lazhar Latrèche.



Conjoncture : Sonnette d'alarme

Pénuries, flambée des prix, ralentissement de la croissance, récession, plongées des monnaies... Bref, toutes les conditions sont réunies pour un scénario noir. Le spectre de la crise alimentaire plane sur le monde. Les effets dévastateurs de la crise économique et sociale actuelle ont déjà commencé à faire des victimes. Les émeutes de la faim peuvent resurgir. Le monde ne se nourrit pas de promesses, il faut des solutions concrètes pour redonner espoir aux populations les plus démunies.



Après l'inflation, le risque d'une récession inquiète ! La Banque d'Algérie réagira-t-elle ?

La hausse des prix des biens de première nécessité bat des records en Algérie, notamment, avec l'arrivée du mois de Ramadhan. Toutes les mesures prises par les autorités pour contrer l'inflation et soutenir le pouvoir d'achat des Algériens ne semblent pas avoir eu l'effet désiré sur les niveaux d'épargne, ni des salaires en raison de la poussée de l'inflation et la dépréciation de la monnaie nationale face aux devises étrangères.

كمال مولى يشيد برغبة الحكومة فى التشاور مع العاملين الاقتصاديين فى البلاد

أشاد رئيس مجلس التجديد الاقتصادي الجزائري كمال مولى وأعضاء الوفد بالاستقبال الذي حضوا به من قبل الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان. وكذا الصدى الايجابي الذي ووجهت به نتائج أعمال المجلس في مجالات الأمن الغذائي والصحة والطاقة.

فيوتشر نيوز
موقع الكتروني مصري

الاتحاد الأوروبي يلجأ إلى إفريقيا طلباً للمساعدة

تنتطلع أوروبا إلى إفريقيا للحصول على احتياجاتها من الطاقة حيث تسعى الدول إلى خفض الاعتماد على الواردات الروسية وسط الصراع في أوكرانيا، وفقاً لتقارير إعلامية.



للتعجيل فى استغلال العقار ببوغزول.. وزير السكن: نحو منح التوكيل على العقار الصناعي لهيئة المدينة الجديدة لبعث الاستثمار

أوضح وزير السكن والعمران والمدينة محمد طارق بلعربي، بأن المحيط الفلاحي لأشجار الزيتون “580 هكتار بالمدينة الجديدة لبوغزول يضم 68 هكتارا بإقليم ولاية المدية تم منحها من طرف المصالح الفلاحية لولاية المدية في إطار الامتياز الفلاحي، و512 هكتار بإقليم ولاية الجلفة منها 212 هكتار ببلدية بنهار و300 هكتار ببلدية عين وسارة لم تمنح بعد. وأكد الوزير في رده على سؤال كتابي لنائب برلماني حول ضرورة التعجيل في استغلال العقار بالمدينة الجديدة لبوغزول من خلال منح المحيط الفلاحي المغروس في إطار الاستثمار الفلاحي، وكذا تسوية الوضعية الإدارية للعقار بالمنطقة الصناعية والشروع في استغلاله، بأنه منذ الاستلام النهائي لهذا المحيط الفلاحي سنة 2018، تم مراسلة المصالح الفلاحية لولاية الجلفة عديد المرات سنة 2018، 2019، 2020، 2021 و2022 من أجل تحويله، طبقا للمادة 7 من المرسوم التنفيذي رقم 304-06 المؤرخ في 10/09/2006 الذي يحدد مهام هيئة المدينة الجديدة لبوغزول وتنظيمها وكيفية تسييرها، والمتضمنة ضرورة تحويل المشاريع المستلمة نهائيا للجهات المكلفة بتسييرها، كما تم التقرب من المصالح الفلاحية لولاية الجلفة وإجراء خراجات ميدانية بمعيتهم خلال سنتي 2018 و2020 لمعاينة المساحات المغروسة من أجل تحويلها لهم ومن ثم منحها في إطار الاستثمار الفلاحي، طبقا للمرسوم الوزاري رقم 108 المؤرخ في 2011/02/23، لكن من دون جدوى

.12/08/2020

وأضاف بأنه تم مراسلة ولاية الجلفة من أجل التدخل لمنح هذا المحيط الفلاحي، حيث برمجت جلسة بتاريخ 29/08/2021 بالمدينة الجديدة لبوغزول تحت إشراف الوالي، إلا أنه تم تأجيلها إلى غاية 11/10/2021، إذ انعقدت على مستوى مقر ولاية الجلفة، وطلب الوالي خلالها تقريراً عن الاستثمار الفلاحي داخل محيط المدينة الجديدة لبوغزول والذي تم تقديمه له بتاريخ 21/10/2021، والذي أسدى تعليمات لمدير المصالح الفلاحية للولاية تقضي بضرورة استلام هذا المحيط عاجلاً ومنحه في إطار الاستثمار الفلاحي، الأمر الذي لم يجسد إلى غاية اليوم، وبالتالي مع كل هذا قدمت مصالح الوزارة لمشروع دفتر شروط تبعات الخدمة العمومية إلى الوزارة الوصية، حيث قامت هذه الأخيرة بتحويله إلى وزارة المالية بهدف تمويل عملية التكفل بهذا المحيط الفلاحي من طرف وزارة السكن إلى غاية تسليمه إلى المصالح الفلاحية للولاية، وكذلك تقدمت مصالح وزارة السكن بطلب الترخيص لتمويل عملية التكفل بهذا المحيط بتاريخ 12/08/2020 مع العلم أن العقار الفلاحي المغروس بأشجار الزيتون ملك للدولة، وأن عملية توزيع هذا المحيط الفلاحي من صلاحيات المصالح الفلاحية للإقليم المعني، كما تم غرس هذا المحيط الفلاحي سنة 2011 من طرف مؤسسات عمومية، وهذا قبل صدور المنشور الوزاري المشترك رقم 1839 المؤرخ في 14/11/2017، حيث كان في السابق، يتم اعتماد المنشور الوزاري المشترك رقم 108 المؤرخ في 2011/02/23 من طرف المصالح الفلاحية لمنح المحيطات الفلاحية والذي لا يشترط إبداء رأي الوكالة الوطنية للموارد المالية.

وبخصوص موارد الماء للسقي، فأكد وزير السكن بأن مؤسستي الإنجاز السالفتي الذكر كانتا تعتمدان طريقة السقي يجلب الماء انطلاقاً من نقاط التزويد بالمياه (نقاط التزويد التابعة للجزائرية للمياه، آبار، مناقب، سدود صغيرة) على مستوى المنطقة، على غرار ما تم اعتماده من طرف المستثمرين طرف المستثمرين بشطر المشروع الواقع بإقليم ولاية المدية. أما فيما يتعلق بالمحافظة على استثمارات الدولة المنجزة من خلال استغلال هذه المدينة لاسيما بالمنطقة الصناعية 186 هكتار كمرحلة أولى وتذليل العوائق الإدارية بغية منح التوكيل على العقار الصناعي لصالح هيئة المدينة الجديدة لبوغزول لإعداد رخصة التجزئة ومن ثم بعث الاستثمار، فقد أكد وزير السكن بأن مصالح الوزارة تمكنت من الحصول على التوكيل من طرف مصالح ولاية المدية بتاريخ 13/03/2022، وبتاريخ 31/03/2022 تم إيداع طلب الحصول على رخصة التجزئة للمنطقة الصناعية بجزئها الواقع بإقليم ولاية المدية على مستوى مديرية التعمير لولاية المدية.

PÉTROLE

L'Algérie domine le classement arabe des découvertes

L'Algérie a dominé le classement des indices de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) relatif à l'investissement dans les opérations de découverte de pétrole au niveau arabe et des pays membres durant le premier trimestre de 2022. Au niveau des pays arabes, les données disponibles font état de 13 nouvelles découvertes de pétrole et de gaz au premier trimestre 2022 dont 12 découvertes au niveau des Etats membres de l'OPAEP (...). L'Algérie est arrivée en tête en matière de nombre de découvertes pétrolières avec trois nouvelles découvertes réalisées, selon le même document. La première découverte a été réalisée dans la zone d'exploration Zemlet Al Arbi, d'une réserve géologique d'environ 140 millions de barils. La deuxième découverte a été réalisée au niveau du puits de délinéation West Oglet En Nasser-2 (WOEN-2). Le résultat positif de ce puits a permis une réévaluation de ces volumes à 961 millions de barils. La troisième consiste en un puits d'exploration Ouled Sidi Chikh-1, qui, lors de l'évaluation de la production, a révélé du pétrole brut et du gaz associé avec des flux de 925 barils/jour de pétrole et de 6.456 m³/jour de gaz.

VENTE EN LIGNE

Entre les sites légaux... et les autres

La vente sur web séduit de plus en plus de consommateurs. Ce regain d'intérêt pour l'achat en ligne n'est pas pourtant sans risques sur les réseaux sociaux et les plateformes numériques qui sont souvent dans l'informel. En l'absence de traçabilité, de bancarisation et de fiscalisation, l'État y perd, lui aussi, énormément en termes de perception des droits et taxes.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les Algériens prennent de plus en plus goût à la consommation en ligne. Une nouvelle tendance qui s'est accentuée avec l'avènement de la crise sanitaire de Covid-19 et l'instauration du confinement de la population. Durant cette période, les commandes de différents produits de consommation ont justement connu un boom. Même les plus frileux à ce mode d'achat ont franchi le pas. Le développement du digital et la «dépendance» sévère aux réseaux sociaux ont donné un coup de pouce à ces pratiques.

Sur ces applications numériques pullulent les annonces en ligne des particuliers. Des offres alléchantes derrière lesquelles se cachent souvent des escrocs et des arnaques.

«Nous enregistrons beaucoup de plaintes des consommateurs

concernant les achats en ligne. Malheureusement, celles-ci ne peuvent être traitées en l'absence de traçabilité», souligne Hacène Menouar, président de l'association El-Aman de protection des consommateurs.

Pourtant, le cadre juridique qui régit le commerce électronique existe depuis 2016. «Certes, nous avons une loi qui régit ce domaine et qui pourrait protéger les consommateurs mais les mécanismes ne sont pas encore mis en place», dit-il.

Selon lui, le commerce électronique voudrait que la commande et le paiement soient effectués via internet. Or, précise-t-il, «ce qui est pratiqué actuellement est une vente à distance où le client commande le produit sur internet et le paye en espèces à la réception». À défaut d'un commerce électronique



digne de ce nom, il affirme que l'Algérie fait face aujourd'hui à un «commerce à distance illicite».

Le président de l'association El-Aman fait remarquer que ces transactions commerciales sont effectuées en grande partie sur les réseaux sociaux, notamment Facebook et Instagram. «La grande masse des ventes se fait sur les réseaux sociaux sans que les clients aient droit à un bon d'achat ou une facture», note-t-il.

Il évoque également certains marchands électroniques instal-

lés de manière officielle qui ont pignon sur rue, et qui eux aussi ont adopté la même pratique que les vendeurs particuliers sur les réseaux sociaux. «Ils sous-traitent avec des livreurs pour assurer l'acheminement des produits commandés en ligne et collecter les recettes afin d'éviter toute traçabilité et que les revenus ne passent par la banque et soient comptabilisés et fiscalisés», dit-il.

Hacène Menouar estime que les autorités doivent mettre de l'ordre dans ce créneau et sévir

afin de protéger le consommateur et l'économie nationale. «Ces pratiques pénalisent l'économie nationale puisque l'argent continue à circuler dans l'informel», explique-t-il, avant d'insister sur la bancarisation de tout le monde et la généralisation des cartes bancaires.

Pour lui, l'arnaque commerciale sur les réseaux sociaux est une forme de cybercriminalité à laquelle il faudrait mettre un terme.

Ry. N.

TAUX DE CHANGE **Le dinar face aux principales devises**

Depuis la réouverture partielle des frontières, le dinar algérien ne fait plus le poids devant les principales devises, que ce soit du côté de la Banque d'Algérie que du côté du marché parallèle.

À la Banque d'Algérie, le dinar algérien reste en effet en difficulté devant les principales devises. Pour le lundi 18 avril 2022, un euro était cédé au niveau des guichets de la Banque d'Algérie pour 154.92 dinars algériens à l'achat et 154.98 dinars algériens à la vente.

Le dollar américain s'échangeait contre 143.63 dinars algériens à l'achat et 143.64 dinars algériens à la vente. Le dollar canadien, quant à lui, s'échange contre 113.63 dinars algériens à l'achat et 113.68 dinars algériens à la vente.

La livre sterling reste toujours aussi élevée. Un pound s'échangeait à la Banque d'Algérie contre 186.82 dinars algériens à l'achat et 186.92 dinars algériens à la vente.

Pour la même journée du lundi 18 avril 2022, un euro s'échangeait au square Port-Saïd contre 212 dinars algériens à la vente et 214 dinars algériens à l'achat.

1 dollar américain s'échangeait contre 196 dinars algériens à la vente et 193 dinars algériens à l'achat.

Le dollar canadien, quant à lui, s'échangeait pour 147 dinars algériens à l'achat et 150 dinars algériens à la vente.

Enfin, la livre sterling voit sa valeur se stabiliser ces derniers jours. Un pound est cédé par les cambistes contre 255 dinars algériens à la vente et 252 dinars algériens à l'achat.

قدرت عبر العالم بـ2.3 تريليون دولار

الفراغ القانوني وراء تأخر تطور المالية الإسلامية

تشهد الجزائر، في السنوات الأخيرة، ظهور المالية الإسلامية رغم التأخر، بعد أن ساهمت في تطور الاقتصاد العالمي من جانب الصيرفة والصكوك والعديد من المعاملات، لأنها قائمة على مبادئ راسخة بعيدة عن كل المخاطر.

وحاضنة، مع التركيز على الجوانب الشرعية وتكوين المختصين والجوانب التقنية والجانب الإعلامي.

وأردف المتحدث أن العمل بالمالية الإسلامية أصبح مطلباً شعبياً، رافقته إرادة سياسية، لذا يجب استقطاب مدخرات المجتمع، خاصة تلك الموجودة خارج الدائرة الرسمية، وتحويلها إلى تمويل المشاريع وخلق الثروة، كما قال.

من جهته، صرح ناصر حيدر، المدير العام لبنك السلام لـ"الخبر" على هامش الملتقى ذاته، بأن الصيرفة الإسلامية قد عانت من قبل من الفراغ القانوني؛ حيث كانت السلطات العمومية تتعامل بنوع من التسامح والأريحية بسبب غياب نصوص قانونية، لكن منذ سنة 2008، زال هذا الإشكال القانوني وجاء تنظيم لإيجاد نصوص قانونية تنظم المعاملات.

هذا الأمر، حسب، أدى بعدد البنوك لفتح نوافذ إسلامية، من خلال الصيرفة الإسلامية التي لاقت دعم وتأييد السلطات العمومية التي بدورها، دعت مختلف البنوك التقليدية إلى فتح نوافذ إسلامية لتقديم خدمات مصرفية إسلامية، وعيا منها بأهمية تقديم خدمات مالية ومصرفية تراعي خصوصيات المجتمع الثقافية والدينية.

وأضاف المتحدث أن هناك نوعاً من الحاجز النفسي بين المتعاملين الاقتصاديين، سواء الأفراد والمؤسسات، أو بين المنظومة المصرفية بسبب إشكالية الربا، وبالتالي الخدمات المصرفية سمحت باستقطاب الكثير من المعاملات بين المتعاملين الاقتصاديين الذين كانوا لا يتعاملون مع البنوك بسبب هذا العائق الديني والشرعي بالدرجة الأولى، وبالتالي فقد "سأهنا رفعة هذه البنوك الإسلامية في توسيع رقعة المعاملات بين كل أفراد المجتمع، بما فيهم فئة ضعيفة الدخل"، كما قال.



الجزائر تحتاج إلى توفير الشروط اللازمة لنمو هذا النموذج بطريقة صحيحة

التطبيق في كثير من البنوك، منها البنوك العمومية الست، إلى جانب بنكي البركة والسلام، ونحن الآن في مرحلة نشأة ويزوغ المالية الإسلامية في الجزائر رغم التأخر، على حد تعبيره.

وأكد المتحدث أن الجزائر تحتاج إلى توفير الشروط اللازمة لنمو هذا النموذج بطريقة صحيحة بعيداً عن كل تشويش وتشويه، مضيفاً أن كل المؤشرات مبشرة في ظل هذا الالتفاف حول المالية الإسلامية، خاصة على المستوى الأكاديمي. وقال المتحدث إن الجامعة كانت سباقة في الاهتمام بالمالية الإسلامية بإعطائها مكانتها من خلال البحوث والدراسات وعديد التخصصات، خاصة أن دور المالية الإسلامية في تحقيق الاستقرار المالي مؤكد عبر العالم بتجارب واقعية.

وعن الحكم على المالية الإسلامية بالجزائر، قال بريس إنه سابق لأوانه؛ كون التجربة لا تزال ناشئة ولم تعد السنة بعد، مشدداً على ضرورة توفير بيئة داعمة

م. صوفيا

● ذكر أستاذ الاقتصاد والعضو بلجنة الميزانية والمالية بالمجلس الشعبي الوطني، بريس عبد القادر، لـ"الخبر"، على هامش الملتقى الوطني المقام بالجامعة الإسلامية في قسنطينة، بداية الأسبوع الجاري، حول "المالية الإسلامية: أداة لتحقيق الاستقرار المالي والتنمية الاقتصادية في الجزائر"، ذكر أن الأزمة المالية لسنة 2008 أبرزت أن المالية الإسلامية بعيدة عن المضاربات والانهيال المالي، وهو النموذج الذي يعمل على استقرار كل الاقتصاديات.

وأضاف المتحدث أن أسطول المالية الإسلامية عبر العالم يقدر بـ2.3 تريليون دولار، خاصة أن المالية الإسلامية تواكب أحدث التكنولوجيات الحديثة باستخدامها التطبيقات المعاصرة عبر مختلف الوسائط. وقال الخبير الاقتصادي إن المالية الإسلامية حديثة النشأة في الجزائر، بعدما توفرت الإرادة السياسية وأكتملت بعض المتطلبات، أصبحت أمراً واقعاً وموضع




وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)

[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger